



FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT
CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION
PHARMACEUTIQUE (1621) . FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON
(1555) . OFFICINES (1996) . LAM (0959) . PÉTROLE (1388) .
CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET
SERVICES NAUTIQUES (3236) . NÉGOCE & PRESTATIONS DE
SERVICES DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

La **RÉVOLTE** de la rue, doit entrer **DANS** **LES ENTREPRISES**

Les salariés en colère, le peuple qui n'en peut plus de cette précarité, de cette misère, doivent se faire entendre dans la rue et se concrétiser dans les entreprises.

À l'appel de plusieurs Syndicats, associations et collectifs, une manifestation pour l'interdiction des licenciements est organisée à **Paris, le 27 novembre**. Nous devons créer la masse pour être plus forts et faire plier ce gouvernement et les suivants.

Cette crise sanitaire est malheureusement un outil terrible qui tombe à point nommé pour dérouler le tapis rouge des restructurations, des fermetures d'usines qui seront délocalisées dans des pays à faibles «coûts» de main-d'œuvre et dépourvus de droits sociaux.

C'est pourquoi, **pour stopper ces fermetures et donc lutter contre les licenciements**, la FNIC-CGT porte comme orientation, **un bouclier anti-dumping social**. Ce dernier, dans son application, rend sans intérêt la délocalisation, puisque les profits dégagés sont totalement rendus aux caisses sociales des deux pays.

AVEC LE BOUCLIER ANTI-DUMPING SOCIAL, S'IL N'Y A PAS DE PROFIT, IL N'Y A PLUS D'INTÉRÊT DE DÉLOCALISER, DONC PLUS DE FERMETURE !

Que dire de l'indépendance industrielle qui est le fer de lance de la campagne présidentielle de Macron où à chaque allocution c'est le même refrain :

« Nous ne devons et ne pouvons plus être dépendants des autres puissances industrielles et pour cela nous devons retrouver notre souveraineté industrielle. »

Alors, pourquoi ce gouvernement n'a rien fait pour empêcher les fermetures et restructuration des : PPG, Hutchinson, Michelin, Cargill, FerroPem, Bridgestone et tous les autres.

Un pouvoir d'achat en chute libre conduisant plus de 12 millions de citoyens à la soupe populaire. La seule et

inique réponse du gouvernement : un chèque énergie et un chèque inflation pris sur nos impôts.

Ce gouvernement n'a fait que répondre à toutes les demandes du patronat, sans jamais mettre au cœur des solutions, l'augmentation des salaires et l'interdiction des licenciements.

Le SMIC revalorisé de 2,2 % par pure obligation, alors que l'inflation véritable est bien plus forte.

EXPLOSION DES FACTURES D'ÉNERGIES :

Gazole : + 30 % en un an soit 80 € de plus à dégager du budget mensuel pour les familles qui font le plein chaque semaine.

Gaz : une hausse historique qui se traduit par une hausse de 500 € par rapport à avril 2020.

Électricité : + 2 % depuis un an et + 157 % en quinze ans. Ce qui représente une augmentation à périmètre constant de 250 € entre 2020 et 2021.

PRODUITS ALIMENTAIRES :

Pour un panier de produits de première nécessité, la hausse prévue est de + 4,7 % dès le début 2022. Edouard Leclerc, le Robin des bois des riches, qui exploite ses salariés, qui étouffe les producteurs et les agriculteurs avec des marges toujours plus fortes, annonce une fin d'année très difficile pour les consommateurs.

**La FNIC-CGT appelle ses Syndicats
par la grève à rejoindre la
manifestation nationale du
27 novembre à Paris Bercy à 14H.**

**Départ : Ministère de l'économie et des
Finances – 139, Quai de Bercy 75012 Paris**

**Arrivée : Ministère du Travail – 127, rue Grenelle
75007 Paris**